

Les Chevaliers du travail à Hull de 1888 à 1913 : la vie tumultueuse d'une cellule francophone dans un syndicat international

Théo Martin

Volume 11, numéro 1, juin 2005

La rivière des Outaouais : de la réalité à la légende

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/11068ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)

1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Martin, T. (2005). Les Chevaliers du travail à Hull de 1888 à 1913 : la vie tumultueuse d'une cellule francophone dans un syndicat international. *Histoire Québec*, 11(1), 19–22.

Les Chevaliers du travail à Hull de 1888 à 1913 : la vie tumultueuse d'une cellule francophone dans un syndicat international

Par THÉO MARTIN

À l'instigation de Uriah Stephens, né à Philadelphie en 1869 la première organisation nationale des travailleurs aux États-Unis. À la fois une corporation et un syndicat, cette organisation visait à regrouper tous les travailleurs de n'importe quel métier. Ses membres s'appelaient les Knights of Labour (ou les Chevaliers du travail, en français). Ils établirent des cellules d'entraide un peu partout dans les grands centres industriels américains et à l'étranger, incluant l'Europe. Aux États-Unis, ils profitèrent du boom économique causé par la fin de la guerre de Sécession et le besoin de reconstruire un pays en ruine. Il y avait aussi l'expansion vers l'ouest qui avait repris de plus belle. Avec une telle effervescence, l'Ordre des chevaliers regroupait déjà 700 000 adhérents en 1886.

Avec la montée étonnante de cette force, les travailleurs canadiens de Hamil-

ton, Toronto, Montréal et Québec voulurent en faire partie très tôt. Quoiqu'ils œuvraient dans une ville nettement plus modeste, les travailleurs de Hull formèrent eux aussi une cellule fort active au sein de ce grand syndicat. Une conjoncture locale bien particulière favorisa ici l'émergence de ce mouvement. Il importe de voir comment il est apparu dans cette ville pour en comprendre les tenants et les aboutissants.

Contrairement aux autres villes déjà mentionnées, l'industrialisation à Hull se fit beaucoup plus tard, mais elle se fit à une allure accélérée. Les ouvriers mirent sans doute plus de temps avant de s'organiser. Cependant, ils rattrapèrent vite leur retard sur les autres et ils les rejoignirent dans le peloton de tête. Venant d'un peu partout, chacun d'eux s'attendait à y retrouver ce qui existait ailleurs où plusieurs d'entre eux avaient déjà travaillé. Vers la

fin du XIX^e siècle, Hull s'affirmait comme un centre majeur en Amérique du Nord en ce qui concernait la transformation du bois. Dans les multiples scieries situées sur son territoire en 1888, on y dénombrait 6000



Illustration 2. *Draveurs*. Ville de Gatineau, P1000, D1, P392.

ouvriers auxquels il était difficile de ne pas ajouter ceux d'Ottawa, car ceux-ci passaient facilement d'un côté à l'autre de la rivière des Outaouais sans nécessairement s'en rendre compte.

À cette époque, les conditions de travail laissaient énormément à désirer et elles allaient en se détériorant. Les accidents de travail survenaient fréquemment et les compensations étaient pratiquement inexistantes. Les familles survivaient difficilement avec des salaires de misère et des heures de travail excessives. En pleine expansion, l'industrie du bois avait un tel besoin de main-d'œuvre qu'elle n'hésitait pas à recruter des femmes et des enfants. En bref, Hull représentait un environnement



Illustration 1. *Scierie E.B. Eddy*. Ville de Gatineau, n° 304

parfait pour ceux qui rêvaient de mener des luttes syndicales et réaliser des gains notables en faveur des travailleurs.

Les Chevaliers du travail prenaient pied dans la région en 1886. Deux ans plus tard, ils tentaient de mobiliser les travailleurs francophones du côté québécois en créant l'assemblée «La Canadienne» dont le numéro était 2676. Le statut temporaire des travailleurs du bois à Hull n'aidait pas beaucoup à la création d'une force syndicale chez ces derniers. Pire, l'interdit lancé par le Saint-Siège en 1884 contre l'Ordre des chevaliers lui bloquait toute possibilité d'une action efficace auprès des travailleurs catholiques. Cette sentence avait été prononcée à la demande de l'archevêque de Québec, M^{re} Elzéar-Alexandre Taschereau (illustration 3), qui l'accusait d'être une secte maçonnique.

Pour que l'Ordre des chevaliers ne soit pas trop affecté par cet interdit pontifical, Napoléon Pagé (illustration 4) proposa de lancer le 4 mai 1889 *Le Spectateur* (illustration 5), un bi-mensuel d'une dizaine de pages qui se présentait comme un simple journal local. Il était soutenu à la fois par les ouvriers, les commerçants locaux et la population en général. Comme la première mise de fonds provenait de sa poche, Pagé en était légalement le propriétaire avec quelques amis.

Dans le premier numéro, à titre de rédacteur en chef, Napoléon Pagé présente son journal comme un organe «catholique, littéraire, industriel, politique et commercial». Il le voulait avant tout crédible aux yeux de la majorité de la population. Pour cette raison, il veillait à ce qu'il fournisse une information «véridique, consciencieuse et fiable».

Le journal se disait tout à fait indépendant de l'influence des politiciens et des industriels de la région. Néanmoins, il re-



Illustration 3. M^{re} Elzéar-Alexandre Taschereau. *Le Monde Illustré*, vol. 9, n° 436, p. 220 (10 septembre 1892), BNQ-663.

connaissait avec candeur qu'il informerait la population suivant les doctrines prônées par l'Ordre des chevaliers du travail. Pour ne pas heurter inutilement le clergé catholique, il se disait respectueux de l'ordre et de la moralité. D'ailleurs, il se faisait un devoir de rappeler à quel point il partageait les vues de l'Église. Pour cette raison, son message à l'endroit des ouvriers n'avait pas toujours la fougue attendue. Il paraissait bien modéré dans ses prises de position pour un journal syndical.

Le Spectateur se démarquait beaucoup des autres médias sous la gouverne des Chevaliers du travail. Contrairement à ces derniers, il hésitait à faire appel à la résistance prolétarienne contre les abus du patronat et à la nécessité de se regrouper en unités syndicales contre la classe dirigeante. Sur ce plan, il adoptait à peu près le même ton que son journal-frère à Montréal, le *Trait d'Union*, toujours plus conci-



Illustration 4. Napoléon Pagé (en costume de pompier volontaire). Ville de Gatineau, V12-206.

liant que pas assez à l'endroit de la hiérarchie ecclésiastique. Toutefois, la Grande grève des Chaudières qui surviendra en 1891 changera radicalement cette attitude prudente et soumise.

Au mois de septembre 1891, à bout de patience, neuf employés des scieries Perley and Patee's cessèrent subitement de travailler après avoir réclamé en vain une hausse de salaire et une diminution de la journée de travail. Galvanisés par autant d'audace, 2000 employés de sept autres scieries désertèrent leurs usines en guise de protestation contre les exigences intolérables du patronat. Les grévistes réclamaient une augmentation de 0,50 \$ par semaine et refusaient de travailler plus de dix heures par jour. La tension monta de plusieurs crans. Elle engendra manifestations, bagarres et saccages. Deux bataillons de l'armée furent aussitôt dépêchés pour ramener l'ordre et protéger les ouvriers qui ne voulaient pas faire la grève.

Cette grève spontanée prit par surprise les chefs syndicaux. Surnommé le Bonaparte des Chaudières, le président du Conseil des métiers et du travail d'Ottawa,



Illustration 5.

un nommé Napoléon Fauteux, multiplia les discours dans le but de ramener ses troupes dans le rang. Au lieu de se calmer, celles-ci perdaient patience. Désespéré, Fauteux se mit à s'attaquer aux Chevaliers du travail et à leur reprocher de ne pas leur venir en aide. Il les accusait de manquer de solidarité à l'endroit des grévistes.

Au lieu de s'offusquer d'une attitude si peu courtoise, Napoléon Pagé écrivait dans son journal *Le Spectateur* que les Chevaliers n'étaient pas les instigateurs de cette grève. Néanmoins, ils comprenaient très bien l'exaspération des ouvriers et partageaient leurs angoisses. Apparemment sans prendre le parti de qui que ce soit, il gardait la population très bien informée sur la situation. Il ne manquait pas de rappeler les conditions inhumaines dans lesquelles les ouvriers devaient travailler. Peu à peu il suscita une sympathie grandissante de la part du public en faveur des grévistes.

manda officiellement à ses membres de prendre parti et de s'engager. Il remplaça Napoléon Fauteux à la tête des grévistes, ce dernier était complètement dépassé par les événements.

Après avoir fait connaître les enjeux de la grève aux autres assemblées de son syndicat, tant au Canada qu'aux États-Unis, Pagé a pu obtenir de leur part un secours qui apporta du réconfort aux travailleurs dans la rue. L'opinion générale a été ameutée. Les Chevaliers de Montréal se sont montrés particulièrement sensibles. Pagé était allé les rencontrer à plusieurs reprises pour les convaincre d'appuyer leur cause. Son insistance porta fruit. Ils se montrèrent généreux.

Grâce à ses éditoriaux, Pagé a réussi à sensibiliser le public au sort des syndiqués. Le 25 septembre 1891, il lançait une souscription en faveur des familles affectées par la grève. Grâce à cette initiative, il

ter la population à se solidariser avec les travailleurs. Une des méthodes utilisées à cette fin était d'annoncer les assemblées tenues régulièrement par les Chevaliers. Celles-ci avaient lieu la plupart du temps dans la demeure d'un des «maîtres travailleurs». Quant à l'assemblée «La Canadienne», elle tenait ses réunions le plus souvent chez Napoléon Pagé.

Le Spectateur était devenu l'outil par excellence pour les Chevaliers de Hull. Il servait à mobiliser les ouvriers. Il les informait sur les activités syndicales telles les fêtes, les processions et les conférences. Il ne ratait jamais une occasion de faire valoir les idées de l'Ordre. Grâce à ce journal, les ouvriers ont pris conscience de leurs piètres conditions de vie et des injustices dont ils étaient victimes. D'un autre côté, le journal se faisait un devoir de rendre publics les gestes dignes de mention posés par certains employeurs qu'il citait

comme des modèles à suivre.

Suite à la grève des Chaudières, par exemple, le journal ne manqua pas d'énumérer les augmentations successives de salaires là où elles étaient accordées, l'amélioration des conditions de travail après l'installation d'une machine plus sécuritaire et la diminution de la toute-puissance des employeurs dans la vie politique locale grâce à une implication plus saine de



Illustration 6. *Travailleurs de la compagnie J R Booth v. 1898.* ANQ-Outaouais, P152,S1,D8.

tes. En même temps, il exhortait les patrons à se montrer plus humains vis-à-vis leurs employés. Il faisait appel à leur grandeur d'âme. Il évitait d'utiliser un langage trop révolutionnaire pour ne pas les inquiéter et ne pas les amener à se cambrer sur leurs positions.

En plus d'être rédacteur en chef du journal *Le Spectateur*, Napoléon Pagé était Grand maître de l'assemblée locale 2676 «La Canadienne» chez les Chevaliers du travail à Hull. Il sentit que le temps était enfin venu pour lui et son syndicat d'intervenir directement dans le conflit. Il de-

amassa des sommes appréciables. Il fit si bien que, ne se sentant plus en position de force, trois propriétaires de scieries acceptaient le 29 septembre de limiter à dix heures la journée de travail. Le 12 octobre, après cinq semaines de grève, les ouvriers acceptaient finalement de retourner au travail après s'être fait accorder une augmentation de 0,15\$ par semaine.

Après avoir transformé en réussite ce qui s'annonçait comme un fiasco, les Chevaliers de travail n'avaient plus qu'à consolider leurs assises auprès des travailleurs. *Le Spectateur* continuait à invi-

tous les citoyens. Sans fausse modestie, le journal ne manquait pas de s'attribuer le mérite de tous ces résultats positifs.

Le Spectateur donnait des conseils aux ouvriers sur l'art de vivre d'une façon pure et honnête. En fait, les articles se présentaient le plus souvent comme des pamphlets dogmatiques, presque des annales religieuses, dont le but était de fournir aux ouvriers des armes pour mieux se défendre dans la vie tout en assurant leur salut éternel en tant que bons chrétiens. Certains thèmes revenaient régulièrement comme le rôle de la femme au foyer, les méfaits de

la boisson ou l'exode néfaste des travailleurs vers les États-Unis.

À partir de 1894, *Le Spectateur* changea de cap d'une façon à peine perceptible. Déjà acquis à l'Église, il se transforma en un organe de presse au service du Parti conservateur. Les Chevaliers du travail de l'assemblée 2676 optèrent pour une politique que certains qualifient d'astucieuse alors que d'autres préfèrent utiliser l'expression «complaisante» ou «pusillanime». Convaincus qu'ils ne pouvaient combattre seuls le patronat local, ils croyaient indispensable de se chercher des alliés auprès des élites. Ils espéraient qu'elles les aideraient à financer leurs activités et joueraient de leur influence auprès des gouvernants en leur faveur. Fait à signaler, Napoléon Pagé se fit plus discret après que cette orientation fut prise. Son nom n'est plus mentionné.

À partir de ce moment, *Le Spectateur* présenta les socialistes comme de faux apôtres dans la lutte pour l'émancipation des ouvriers. L'Évangile apparaissait dans l'argumentation du journal comme la seule voie à suivre pour ramener les ouvriers dans le droit chemin. Il n'était donc plus question d'un embrigadement des masses populaires contre les injustices patronales, mais plutôt d'un combat presque sacré pour le maintien de la paix sociale.

Dans les pages du *Spectateur*, l'Église catholique faisait maintenant figure de force irremplaçable, une force qui, comme au Moyen-Âge, agissait comme «glaive spirituel» et venait renforcer le «glaive temporel» de l'État. Certains articles du journal dénonçaient le recul du spirituel dans les affaires politiques, notamment la non-intervention de l'Église dans l'administration des affaires publiques tel que réclamé par les Libéraux de Wilfrid Laurier.

Le Spectateur était devenu la voix des Conservateurs en Outaouais. Il ne s'attaquait plus aux politiciens incompetents qui pactisaient avec le patronat comme il l'avait fait jadis au début des années 1890. Au contraire, il ne cessait d'acclamer haut et fort leurs faits et gestes. À l'instar de l'Église catholique, le Parti conservateur y était présenté comme «juste et bon» dans ses agissements. Le journal affirmait que



Illustration 7. Dr Edmond S. Aubry. Ville de Gatineau.

ce parti avait réellement à cœur le bien-être général.

On n'y parlait plus des conférences, des processions ou des réunions tenues par les Chevaliers du travail. Des colonnes y étaient réservées pour annoncer les assemblées ou les activités des clubs conservateurs. On accordait de plus en plus d'espace publicitaire à des compagnies telles que la E. B. Eddy. Fait étonnant, le journal dénonça même certains anciens Chevaliers du Travail qui s'étaient lancés en politique, tel le docteur Edmond S. Aubry (illustration 7), accusé d'avoir reçu des pots de vin. Au lieu de chercher à excuser un ancien compagnon de lutte, de surcroît un des principaux fondateurs de l'assemblée «La Canadienne», le journal se montra odieux à son endroit. Il alla jusqu'à le traiter de «tyranneau» ainsi que de «nullité sociale et politique», alors qu'il était maire de Hull. Malgré ses compromis et compromissions, le journal *Le Spectateur* ne cessa de voir sa situation se dégrader au point qu'il dut fermer ses portes en 1913. Sans cet outil essentiel, les Chevaliers de Hull tombèrent dans l'oubli et disparurent à tout jamais de la scène hulloise sans être regrettés de personne.

En résumé, les Chevaliers du travail ont profité du flair exceptionnel d'un Na-

poléon Pagé au moment de la grève de 1891 pour s'implanter dans la région. Par la suite, les membres de ce syndicat se sont laissés séduire par les promesses faites par le clergé, le patronat et les conservateurs. Ces derniers s'entendaient à merveille sur le sort à réserver à un syndicat qu'ils craignaient. En bout de piste, ils atteignirent leur objectif, car les Chevaliers du travail se firent évincer petit à petit par de petits syndicats qui étaient sous l'emprise directe de l'Église et qui ne constituaient pas une réelle menace pour un patronat plus puissant que jamais. Ailleurs, déchiré par d'incessantes querelles internes, le grand Ordre des chevaliers du travail s'éteignit à peu près au même moment. Les cellules locales avaient bénéficié d'une très large autonomie : ce qui avait constitué la force de ce syndicat lors de son implantation finit par être la principale cause de sa perte.

BIBLIOGRAPHIE:

Le Spectateur (Hull, Québec), 1889-1913. Bibliothèque municipale de Gatineau, microfilms.

MG 28, I 54 Collection des Chevaliers du travail – Correspondance avec les assemblées locales et de district et les procès-verbaux des assemblées locales.

HARVEY, F., *Le mouvement ouvrier au Québec*, Boréal Express, Montréal, 1980.

KEALY, G. S. et PALMER B. D., *Dreaming of What Might Be. The Knights of Labor in Ontario, 1880-1900*. Cambridge University Press, New York, 1982.

LEE, D. *Forest Products Industries in the Ottawa Valley, 1850-1925*. Thèse de maîtrise, septembre 1984.

McKENNA, E., *Unorganized Labour versus Management: The Strike at the Chaudière Lumber Mills, 1891*. Histoire sociale – Social History, vol. 5, n° 10 (novembre 1972).

RAMIREZ, B., *Par monts et vaux – Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1915*, Boréal, Montréal, 1991.

ROUILLARD, J., *Histoire du syndicalisme québécois*, Boréal, Montréal, 1989.

WATT, F.W., «The National Policy, the Workingman and Proletarian Ideas in Victorian Canada», *Canadian Historical Review*, vol. 40, n° 1 (mars 1959).